

Courrier International

Version française de Correo Internacional - Publication de la Ligue Internationale des Travailleurs
- Quatrième Internationale - Nouvelle série, n°78, mars 2000

ONU et OTAN : Les instruments de l'offensive coloniale contre l'indépendance des peuples

Une vieille formule coloniale revisitée: les protectorats.

En juillet dernier, Le Monde Diplomatique publiait un article de Anreja Zivkovic, dans lequel on peut lire: "*L'idée du protectorat a envahi les chancelleries de l'Ouest... Comme en écho au paternalisme de l'ère coloniale, on entend que, dans les Etats encore intouchés par l'idéologie du libéralisme occidental, l'intervention internationale à long terme ouvre seule la voie de la paix et de la sécurité*". Fin Février, un correspondant du quotidien espagnol El Mundo affirmait: "*Le Kosovo est une sorte de colonie de la communauté internationale, administrée directement par les Nations Unies.*"

Selon nous, il ne s'agit pas d'une simple image ou d'une façon de parler, mais cela correspond à l'état réel de la situation. A l'aube du XXIème siècle, on trouve encore des formes juridiques et politiques hybrides qui mélangent le **protectorat** et **l'administration coloniale**.

En 1911, le premier Ministre britannique, Lord Asquith, déclarait que le monde consistait "*d'une part en des Etats indépendants soumis symboliquement à l'autorité de la Couronne, et d'autre part en une série de territoires qui évoluaient vers l'indépendance, sans qu'il soit sûr qu'ils finissent par y accéder.*" C'était là la conception de "*l'évolution libérale*" selon l'empire britannique. Si le "bon sauvage" grandissait, il pourrait lui aussi prétendre à l'indépendance. Sous la cape du discours paternaliste cynique, se cachait la soif de pouvoir des Etats impérialistes, avides de se partager entre eux les marchés et de prendre le contrôle politique, économique et militaire de la planète.

Nous vérifions aujourd'hui la réalité

du processus de centralisation du capital, ainsi que la prédominance absolue du capital financier, des grandes fusions/absorptions, et la compétition féroce entre les impérialismes eux-mêmes. En un mot, la soi-disant globalisation. Les politiques européennes et américaines orientent leur pression économique et militaire pour obliger les marchés et les ressources des différents pays à s'ouvrir aux ambitions du capital financier et des multinationales. La contradiction fondamentale de cette époque, entre une économie d'échelle mondiale et la réalité des frontières nationales, cette contradiction se résout en imposant un contrôle militaire, économique et politique aux petites nations, en les soumettant aux décisions des "grandes" nations. C'est là l'essence même de l'impérialisme.

Pour l'heure, ce processus de re-colonisation en vue de s'approprier le butin est mené à bien avec une intensité particulière dans toute l'Europe de l'est, l'ex-URSS, l'Asie et l'Amérique latine. Mais fatalement, un processus d'une telle ampleur est d'une complexité telle qu'il soulève des difficultés de toutes sortes. Le fait objectif qu'il y ait des pays pour lesquels il n'existe pas de solution à court terme susceptible de garantir l'irruption de l'économie de marché ni d'assurer une soumission stable au pouvoir impérialiste du moment, oblige à ressusciter les vieilles formules juridico-politiques caractéristiques de l'ère coloniale ou de la seconde guerre mondiale, comme le protectorat ou l'administration "provisoire" d'un territoire par une ou plusieurs autorités jusqu'à ce que les administrateurs considèrent que ces nations sont "prêtes" à se gouverner seules.

A l'heure actuelle, cinq ans après la signature des accords de paix de Dayton,

c'est l'administrateur de l'ONU qui décide de ce qui doit être fait en Bosnie, au point que ce fut lui, Carlos Westendorf, qui força le Président du pays, Nicolas Poplasen, à démissionner en Mars 1999. Sous l'égide des Nations Unies et au nom de la protection du peuple bosniaque, on réalisa la partition ethnique de la Bosnie, et le pays subit une occupation politique, économique et militaire. Elle devint l'archétype du protectorat.

Il suffit de lire la description donnée par le correspondant d'El Mundo pour comprendre que la situation du Kosovo est très similaire. Il dit que "*la "colonie" de la communauté internationale fonctionne deux fois plus vite et qu'elle dépend entièrement de l'aide internationale. [...] La ville fourmille de coopérants, de volontaires internationaux et de membres d'innombrables ONG de toutes tailles. Mais personne n'est là pour ramasser les ordures. Voilà que huit mois se sont écoulés depuis la fin de la guerre et depuis le jour où le premier contingent de la KFOR a fait son entrée. Depuis ce jour, le Kosovo est une sorte de colonie de la communauté internationale, administrée directement par l'ONU à grands renforts de logistique et de soutien économique. Mais cela ne servira à rien et le Kosovo est toujours dans une dépendance dramatique vis à vis de l'aide étrangère et de la présence internationale.*"

A l'évidence, en cette année 2000, l'ONU et l'OTAN n'auraient pas été crédibles s'ils avaient employé les mêmes arguments que Lord Asquith. Voilà pourquoi le fondement idéologique qui justifie les protectorats et l'offensive de re-colonisation est différent: **l'ingérence humanitaire**.

La situation réelle présente cependant d'évidentes contradictions à tous

les niveaux. Tony Blair, par exemple, est devenu le colporteur de l'OTAN durant les bombardements en Yougoslavie. Toujours plus de bombes et une occupation immédiate du territoire au nom des droits de l'homme et des droits des Kosovars. A présent, après l'offensive massive en Tchétchénie, il a congratulé, lors d'une visite en Russie, le premier ministre Poutine pour son "esprit moderne" et promet que "*la Grande Bretagne soutiendrait solidement la Russie pour son développement économique le long du chemin des réformes*".

Retrancher derrière leur ONU et leur OTAN, les champions de l'intervention humanitaire — les vieux despotes éclairés ou les libéraux progressistes — peinent à expliquer comment Dieu leur a accordé la faveur d'être les gardiens de la civilisation, comment il les a fait les dépositaires de cette faveur divine qui leur donne le droit de faire la part des nations assez mûres pour se gouverner seules et celles qui, comme le bon sauvage, ont besoin d'être protégées afin d'éviter de plus grands périls. Il se réfugient derrière la démocratie et les valeurs civiques tout comme le despote éclairé prussien quand il déclarait : "*les bons citoyens sont le dernier rempart défensif des empires*".

L'arrière plan des interventions de l'ONU et de l'OTAN n'a que très peu à voir avec les droits de l'homme : il s'agit de s'assurer un contrôle sur les matières premières, sur les ressources énergétiques, sur les nouveaux marchés et sur des pays politiquement et militairement stratégiques.

Kosovo : ni la paix, ni l'indépendance

Peter Galbraith, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Croatie a décrit la situation actuelle au Kosovo comme celle d'un pays indépendant dans la forme, mais sans indépendance officielle. Sans doute devons nous ajouter que cette absence d'indépendance réelle n'empêche pas l'accumulation d'une dette extérieure qui hypothèque aussi sa souveraineté dans la sphère économique. Comme cela arrive souvent dans les pays sous administration coloniale, l'oppression de la population locale et les confrontations avec elle apparaissent tôt ou tard. Même l'armée américaine doit le reconnaître, "*des plaintes déposées contre des soldats du 82^e régiment de troupes aéroportées pour harcèlement répété de la population albanaise sont actuellement examinées à Vitina*". Il s'agit de la même unité dont un soldat a été accusé de viol et de meurtre sur une fillette de onze.

Il suffit de suivre les actualités quotidiennes dans la presse ou à la

télévision pour se rendre compte du nombre croissant des affrontements au Kosovo et voir les soldats fouiller des maisons, une procédure courante dans n'importe quel protectorat sous contrôle d'une armée d'occupation.

Non seulement l'administration coloniale ne résout pas les problèmes à l'origine du conflit — tels que la pauvreté ou l'oppression nationale — mais elle les amplifie. Les généraux et les stratèges du pouvoir impérialiste avaient misé sur la soumission du peuple albanais du Kosovo, qui était censée suivre sa "libération" des griffes de Milosevic. Mais les choses ne se sont pas passées ainsi. Récemment, lors de l'anniversaire de l'assassinat de Adem Jashari et de sa famille — Jashari est le leader qui symbolise la lutte pour l'indépendance nationale — des milliers de personnes ont défilé dans toutes les régions du Kosovo. La frustration causée par l'extrême pauvreté croit chaque jour un peu plus parce que la détresse est maintenant pire que jamais après les blessures causées par Milosevic et les bombardements de l'OTAN, parce que les droits élémentaires ne sont pas garantis et que la liberté est partout absente.

C'est sur cet arrière-plan que grandit la résistance kosovar. Les mineurs de Treпча n'ont pas abandonné leur lutte pour retrouver leurs emplois puisque — comme ils le disent eux-mêmes — "*la KFOR française occupe nos mines et les usines dans lesquelles nous fabriquons le métal et ils refusent de nous laisser entrer. Ces dernières années, nous, les mineurs, nous avons perdu presque tout ce que nous avons gagné par notre travail*". Dans le triangle sud du Kosovo, les Armées de Libération de Presevo, Medvedja et Bujanowa, héritières de l'UCK, ont fait leur apparition. Ce fait est devenu l'un des principaux sujets de préoccupation du Général américain Wesley Clark, Commandant en chef de l'OTAN.

Mitrovica est aussi un autre exemple de la résistance kosovare face aux forces d'occupation qui, prétendant "*éviter les affrontements ethniques*" et "*garantir la coexistence*", suivent la ligne dessinée en Bosnie et tentent de rendre la partition du territoire légitime aux yeux de l'opinion publique.

Défiant les prétentions de l'ONU et de l'OTAN, et les ordres de traîtres tels que Ibrahim Rugova et Haschim Taci, des milliers de Kosovars ont refusé de rendre leurs armes et de renoncer à leur lutte pour la souveraineté nationale et l'indépendance.

Ceux qui au nom de la préservation des droits du peuple kosovar

ont supporté l'intervention de l'OTAN doivent à présent admettre qu'au Kosovo, il n'y a ni paix, ni indépendance.

La Gauche et l'ONU

"*L'intervention internationale pour raisons humanitaires*" est devenue le prétexte idéologique officiel pour toutes les interventions militaires. Koffi Annan, le secrétaire général de l'ONU, a dit "*il y a un besoin urgent d'une nouvelle loi qui empêche les États d'utiliser leur souveraineté comme excuse pour attaquer et martyriser les populations*". Une forte clameur s'est élevée des directions des PC, du PT brésilien, d'intellectuels et de journalistes parmi lesquels Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde Diplomatique* pour réclamer "*une renaissance de l'ONU*", pour la rendre "*plus démocratique*" et pour l'opposer à l'OTAN. Mais rappelons nous que les interventions en Bosnie et au Kosovo, pour ne pas citer d'exemples plus anciens, ont été menées avec la bénédiction de l'ONU. Lénine parlait de l'ancêtre de l'ONU, la Société des Nations, comme d'une "caverne de brigands", et on n'ose imaginer les termes que le leader bolchevique aurait employé pour désigner une organisation qui — comme l'ONU — étale dans ses fondements juridiques la nécessité "*d'éviter l'excès de démocratie*" qui existait dans la Société des Nations. C'était même le plus gros problème des politiciens et juristes avides qui ont forgé l'ONU dans les années 40. C'est pour cette raison que, à la différence de la SDN, l'ONU est né avec un organe vital pour les décisions, le Conseil de Sécurité, au sein duquel très peu de pays membres sont représentés. Si l'ONU est quelque chose de plus qu'un repaire de brigands, c'est un repaire de brigands select. Mais notre intention n'est pas d'aller plus avant sur ce point dans cet article, car ce sujet nécessite une étude plus poussée.

Nous voulons ici critiquer la position qui a été celle y compris de la soi-disante extrême gauche : la demande d'interventions de l'ONU. Cette position s'est affirmée très solidement il y a un an dans un texte connu comme le Manifeste de Paris. Des intellectuels comme Daniel Bensaid ou Catherine Samary, proches du Secrétariat Unifié, ont lancé un appel contre les bombardements de l'OTAN et pour des solutions telles que "*l'établissement d'une police multinationale (consistant principalement en Serbes et Albanais) Dans le cadre de l'OSCE, pour créer l'espace pour un accord provisoire*". Plus récemment, un parlementaire français de la LCR, Alain Krivine, a déclaré au Parlement Européen,

"Nous ne savons pas exactement si les mesures prises par l'ONU à Timor Oriental vont être exécutées. Ce que nous savons, toutefois, c'est que l'aide est arrivée trop tard pour sauver beaucoup de vies".

Quel est l'argument central pour demander des interventions de l'ONU et même la réprimander pour ne pas intervenir assez vite? Intervenir... pour sauver des vies. Cet argument est certainement très apprécié par l'opinion publique en général et européenne en particulier, car le rôle "civilisateur" du vieux continent est très profondément enraciné et il est commun que le monde soit considéré d'un point de vue eurocentriste. C'est essentiellement le même argument que celui exprimé par Kofi Annan : "éviter le martyre des peuples". La paix comme une vertu en soi, éviter le martyre des peuples et réduire l'essence des problèmes sociaux à la sauvegarde de vies humaines : tout cela est de la vieille idéologie et à été pour l'Église, entre autre, le fondement théorique de son exigence la plus précieuse, la résignation! Nous, la gauche révolutionnaire, avons toujours tracé le chemin de la lutte et nous avons en outre démontré que la résignation n'est pas non plus une garantie de rester en vie. Éviter la souffrance ou sauver des vies sont ils en soi des points déterminants pour la politique de gauche? Au risque de rebattre des lieux communs, nous devons souligner que

Milosevic n'a pas assassiné des Bosniaques ou des Kosovars par pure perversion psychologique; les troupes indonésiennes n'ont pas persécuté et cruellement assassiné les Timorais à cause d'un plan divin, et ce n'était pas là non plus la raison de leurs viols et vols. Ils ont fait cela pour noyer dans le sang la lutte des peuples Bosniaques, Kosovars et Timorais pour leurs droit à l'auto-détermination ou à l'indépendance.

Il serait peut être approprié ici de se souvenir que toute la gauche – et par delà nos propres lignes idéologiques et politiques – toute la gauche a ressenti la victoire héroïque du peuple vietnamien sur les États-Unis comme la sienne et c'est une victoire qui 25 ans après continue de générer le même syndrome au centre de l'empire. Mais il est aussi utile de se rappeler que le bilan de la victoire fut de 52 000 morts du côté américain et 3 millions du côté vietnamien.

Un prix énorme a été payé – en terme de vies humaines – pour cette victoire, mais il y avait qu'un seul but : parier sur la victoire vietnamienne; une demande unique : le retrait des troupes américaines et un soutien loyal accordé aux peuples en lutte contre l'impérialisme pour défendre leur droit légitime à l'indépendance nationale.

Il n'y a aucun doute que ces organisations et leaders d'extrême gauche

adhèrent toujours au principe de l'autodétermination des peuples. C'est précisément la raison pour laquelle une question surgit inévitablement : du point de vue de leur lutte pour l'indépendance, les peuples du Kosovo, de Bosnie et de Timor sont-ils mieux lotis maintenant qu'auparavant? Malheureusement, nous croyons que, dans la lutte pour la libération nationale, nous sommes aujourd'hui à un niveau inférieur qu'alors, car la tâche n'a pas seulement consisté à repousser Milosevic aux frontières, mais aussi à affronter des forces militaires bien plus puissantes : les forces d'occupation impérialistes. Réclamer l'intervention de l'OTAN ou de l'ONU n'empêche pas mais légitime l'offensive re-colonisante de l'impérialisme.

De toutes façons, cela est le passé. Qu'en est-il du futur? Maintenant que la résistance kosovare grandit, quand la première visite du président indonésien à Timor montre les premiers accords entre le peuple timorais et les forces d'occupation, il ne peut y avoir d'hésitations à propos du fait que la lutte pour les droits nationaux, pour les droits des peuples bosniaques, kosovars et timorais à l'indépendance doivent émerger de la revendication :

ONU, OTAN : hors de Timor, Bosnie et Kosovo!

Mexique: La lutte exemplaire des étudiants de l'UNAM

Leurs barricades ont fermé les rues et ouverts des chemins

Si par le mot *Université* on entend le lieu du *savoir universel*, les étudiants du Mexique ont transformé pendant 295 jours la UNAM en une véritable Université(...). Ils ont bloqué les accès... pour ouvrir l'Université à tous. Leurs barricades ont fermé des rues... et ouvert des chemins.

Pendant 10 mois, les étudiants mexicains ont mené une grève exemplaire et ils continuent jusqu'à ce jour à porter haut le drapeau de leur lutte. Au moment d'écrire ces lignes, il y avait encore 111 étudiants en prison. On a dit que la plupart d'entre eux retrouveraient la liberté dans les prochains jours, mais en fait, le gouvernement et les juges ont manifesté qu'au moins 20 d'entre eux (du Conseil Général de la Grève) n'auraient pas droit à la liberté, même sous caution, et que beaucoup de ceux qui sont en liberté seront quand même jugés.

L'acharnement répressif du gouvernement Zedillo contre un groupe de dirigeants étudiants est une tentative d'un gouvernement soumis au FMI pour donner une leçon aux étudiants et aux travailleurs mexicains et latino-américains et leur faire oublier cette lutte de 295 jours.

Zedillo représente ceux qui, en se soumettant au FMI, abandonnent l'éducation et veulent mettre fin à la gratuité de l'éducation et la privatiser, comme ils privatisent les entreprises et les ressources du pays. Zedillo n'est pas différent des Fujimori, FHC, De la Rúa, Arias, etc., bref, c'est un agent de la recolonisation impérialiste de l'Amérique Latine. Les étudiants mexicains représentent ceux qui s'opposent à l'abandon de l'enseignement public. Avec leur lutte, ils nous représentent ; nous qui voulons nous opposer aux plans de la Banque Mondiale, du FMI et des gouvernements coloniaux pour arrêter cette offensive impérialiste de recolonisation.

Zedillo-FMI et leurs juges veulent donner un châtement exemplaire. C'est leur rôle. Ils sont

les "soldats indigènes" au service des puissances coloniales, les cipayes qui d'une main remettent les richesses du pays et de l'autre répriment toute tentative de rébellion. Ils ont essayé d'isoler la lutte des étudiants par tous les moyens : les "pacifiques" et les violents. Ils ont utilisé leur emprise sur les moyens de communication pour criminaliser aux yeux de toute la société la lutte des étudiants et pour "expliquer" la grève comme une action perverse de "minorités", "extrémistes", "fanatiques"... Comme si un "groupuscule" était capable de faire grève pendant 10 mois et d'occuper une Université de 260.000 étudiants, 25.000 travailleurs, 30.000 professeurs, 13 facultés, 25 instituts de recherche, 7 écoles, 14 instituts d'enseignement secondaire et un Centre Culturel Universitaire.

Ils veulent punir de façon exemplaire les étudiants parce que leur lutte est un "danger social" qui "met en cause l'état de droit". Ils veulent les punir parce qu'ils savent que les barricades ferment les rues de l'ordre et ouvrent les chemins de la révolution.

Pour maintenir leur lutte, les grévistes ont fait appel aux autres étudiants, aux travailleurs, aux syndicats, aux organisations paysannes et populaires. Et ils sont parvenus à regrouper leurs forces dans un **Front en Défense de l'Université Publique et Gratuite**. La lutte des étudiants a réuni des professeurs, des électriciens, des travailleurs d'autres secteurs, des paysans, le mouvement indigène, etc. dans des manifestations de masses. Par leur effort déployé pour amplifier la lutte, les grévistes se sont convertis en un catalyseur social et politique des luttes ouvrières, paysannes et populaires contre le gouvernement Zedillo et le régime du PRI. C'est la raison pour laquelle ces derniers ne les pardonnent pas. Les étudiants mexicains ont donné une leçon de lutte par **l'action directe**, avec **la grève et l'occupation** de l'Université. Ils n'ont pas cédé face aux pressions du gouvernement et des secteurs bourgeois "de l'opposition" du cardénisme qui ont essayé de stopper la grève en l'embourbant dans des "forums démocratiques". Ils veulent punir les étudiants parce qu'ils n'acceptent pas la version obsolète bourgeoise de la

démocratie, celle qui reconnaît le droit au travail et nous met au chômage, celle qui reconnaît le droit à un logement mais remplit la planète de "sans abris", celle qui proclame le droit universelle et inaliénable à l'éducation mais qui en ferme l'accès en la privatisant. Les étudiants ont nié cette démocratie qui, dans le meilleur des cas, reconnaît des droits mais pas les moyens de les exercer, et qui vient de montrer avec ses policiers, ses juges et ses prisons son interprétation du droit. Les étudiants mexicains ont appliqué une autre démocratie, celle des **assemblées** avec l'élection directe de représentants révocables, celle de la centralisation du mouvement dans des comités de grève et un **Conseil Général de Grève**.

Zedillo-FMI et leurs juges veulent donner aux étudiants au châtement exemplaire : ils savent que dans une rébellion des étudiants, la ligne qui sépare la victoire de la défaite dépend des leçons qu'on peut extraire de la lutte. Voilà pourquoi, pendant qu'ils essayent d'obtenir la "normalisation", ils font pression sur ceux qu'ils ont choisis comme bouc émissaire. La meilleure manière d'empêcher

cette "normalisation" est de diffuser dans le mouvement étudiant de tout le continent et du monde entier les leçons de cette grève. Rendre hommage à ces étudiants héroïques, est la meilleure façon de faire valoir l'exemple de la mobilisation et la lutte contre tous les Zedillo de ce monde. Les parents ont popularisé le slogan "No están solos", (ils ne sont pas seuls). Ce cri doit être un compromis politique et d'honneur de tous les étudiants latino-américains, de toutes les organisations ouvrières et populaires de l'Amérique Latine: "No están solos", et ils continueront à ne pas être seuls.

Ni 20, ni un seul, liberté inconditionnelle pour tous les étudiants en prison !

Annulation de tous les procès en cours !

Dehors Zedillo et le FMI ! Vive la lutte des étudiants mexicains !

Solidarité internationale

Du monde entiers sont arrivés des messages de solidarité avec les étudiants.

Ensemble, avec d'autres organisations étudiantes, politiques et syndicales, les militants de la LIT-QI ont réalisé des efforts dans le monde entier pour obtenir la solidarité avec les étudiants en prison. Beaucoup de messages sont arrivés du Brésil, de l'Argentine, de la Bolivie, du Paraguay, de l'Espagne, du Portugal, de France, de la Russie, de Costa Rica, de Panama, de la Grèce, de l'Afrique du Sud, etc. Dans certains lieux, des pétitions ont été remis aux ambassades mexicaines avec des manifestations.

Il faut continuer à envoyer des fax et des communiqués à:

Sr. Diosdado Carrasco
Secretario del Gobierno Federal-México
(525) 703 21 71; (525) 546 53 50
segob@rtn.net.mx

Avec copie à:

Consejo General de Huelga:
solidaridadunam@yahoo.com; gh@unam.8m.com

POS posmex@netservice.com.mx; LITci litci@mandic.com.br

Afrique du Sud : Les ouvriers de Volkswagen en grève

Le 24 janvier, 4 000 salariés de Volkswagen de Uitenhagen, en Afrique du Sud, se sont mis en grève pour protester contre la destitution de 13 membres de la commission des délégués syndicaux. La demande de destitution des 13 membres de la commission provient du syndicat de la métallurgie (NUMSA) qui prétend que *"les 13 leaders souillaient l'image du syndicat... en encourageant les membres à se rebeller*

et en semant le trouble parmi les travailleurs".

En fait, le NUMSA a un accord stratégique avec la direction de Volkswagen pour limiter les droits des travailleurs. Au cours des dernières années, la contribution aux fonds de pension a augmenté, les cinq jours de travail hebdomadaire sont devenus six, les vacances nationales ont été englouties par

la flexibilité, les pauses-toilette ont disparu, et ce n'est qu'un rapide aperçu.

La commission de délégués syndicaux a été élue en mars 1999. Sur 31 membres, 18 supportent la politique de collaboration du NUMSA, et 13 sont contre. En juin, le syndicat retira leur mandat à ces 13 là, mais un mouvement de grève de trois jours le poussa à reculer.

Le 17 janvier, à la demande du

NUMSA, Volkswagen les a suspendu sans paie. Cela a été le déclencheur d'une grève dans l'usine qui se poursuit depuis maintenant deux mois. Pour désamorcer le mouvement, Volkswagen a suspendu 300 autres ouvriers et en a renvoyé 1 300. Certains sont retournés au travail (il y a actuellement 2 chaînes de montage sur 5 en fonctionnement) mais la grève continue.

Les informations sur la grève se sont très vite répandues à travers le pays, et l'ANC, par la voix du président de l'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, a fait la déclaration suivante : "*nous devons avertir*

très clairement que les grèves illégales et injustifiées comme celle qui se déroule actuellement dans les usines Volkswagen ne peuvent pas être tolérées."

En février, un meeting du conseil mondial des travailleurs de Volkswagen s'est tenu au Brésil; les deux représentants de l'usine sud-africaine se sont vus refuser l'entrée à la rencontre par Hans Hull, le coordinateur du Conseil, au motif que "**par leur grève, ils veulent détruire l'usine**". A la vue de cette lâche attaque de la bureaucratie qui fait front avec les patrons, nous devons encourager la grève par tous

les soutiens internationalistes pour assurer le triomphe de ces braves combattants.

Les déclarations sont à envoyer à:

mukoni@cosatu.org
ou
cosatu@wn.apc.org

Copie à
wivl@sn.ac.org